



# la lettre

de la  
coopération  
décentralisée

Numéro spécial  
Forum 2011

Juillet  
2011

Evénement : Forum 2011 .....	2
Afrique .....	4
Amérique latine et Caraïbes .....	9
Asie .....	10
Europe .....	11
Méditerranée .....	12
Tourisme responsable.....	16
Jeunesse - Eau - Institutions européennes .....	17
Actualités.....	18
Agenda .....	19
Publications .....	21

# Evénement

<b>Forum pour la Coopération Internationale des Collectivités</b>		<i>2<sup>ème</sup> édition</i>
		<b>7 &amp; 8 juillet 2011 - Paris - Palais des Congrès</b> <i>Partager et transmettre l'expertise française en matière de développement local</i>

Les 7 et 8 juillet prochains se tiendra, au Palais des Congrès de Paris, la deuxième édition du Forum pour la coopération internationale des collectivités locales.

Le succès de la précédente édition montre qu'une telle manifestation manquait en France, et il revenait à Cités Unies France d'en prendre l'initiative.

L'importance du réseau international des collectivités françaises, qu'il s'agisse des communes, des départements ou des régions est maintenant mondialement reconnue, notamment par les instances multilatérales.

Par les moyens engagés et par sa présence sur tous les continents, la coopération décentralisée française est un élément croissant du rayonnement français et européen. Les bailleurs français et multilatéraux sont en train de prendre la mesure de ce phénomène et réfléchissent à des modalités de financement.

La multiplicité des acteurs impliqués, des champs concernés et des pays partenaires nécessitent ce forum où tous se retrouvent : élus, services, fédérations de collectivités, représentants de l'État, associations, entreprises de réseau, représentants des pays étrangers etc. Le programme est donc riche : 18 conférences et ateliers, auxquels il convient d'ajouter plusieurs événements parallèles, conférences de presse, expositions, « side-events »...

Comme l'an dernier, le forum du Palais des Congrès permettra la tenue de l'assemblée générale de Cités Unies France, ainsi que la réunion de la Commission nationale de la coopération décentralisée, en présence du ministre de la Coopération. L'assemblée générale verra le renouvellement des instances, c'est-à-dire l'élection d'un nouveau conseil national. Ce conseil national désignera à l'automne le nouveau bureau ainsi que le président.

Pour l'heure, le forum de l'action internationale des collectivités locales concerne essentiellement les collectivités françaises. Si le succès de la manifestation se confirme, il n'est pas exclu qu'il s'internationalise et que soient invités de grands élus étrangers partenaires des collectivités françaises. Cela créerait à Paris le rendez-vous des collectivités locales et régionales qui manque dans le monde, hors les réunions statutaires de Cités et Gouvernements Locaux Unis.

Nous n'en sommes pas là, mais la question mérite d'être posée.

En attendant, Charles Josselin, les membres du bureau exécutif et l'équipe de Cités Unies France seront heureux de vous rencontrer à Paris les 7 et 8 juillet.

**Bertrand GALLET**  
Directeur général

**Deuxième édition du Forum de la coopération internationale des collectivités locales :  
7 et 8 juillet 2011 au Palais de Congrès de Paris**

Les inscriptions en ligne sont ouvertes à l'adresse suivante : <http://coopdec-icic.org/inscription-au-forum> ou : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1227>

# Evénement

## Forum pour la Coopération Internationale des Collectivités



Une manifestation de  
l'Institut pour la Coopération  
Internationale des Collectivités

cofondateurs



2<sup>ème</sup> édition - jeudi 7 & vendredi 8 juillet 2011 - Paris - Palais des Congrès

avec le soutien et la participation



Jeudi 7 juillet 2011

### 10h00 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE CITÉS UNIES FRANCE

Sous la présidence de :  
Charles JOSSELINE, Président de Cités Unies France, Vice-président du Conseil Général des Côtes-d'Armor,  
Membre honoraire du Parlement Ancien Ministre

12h30 - **Cocktail déjeuner** (accès réservé aux participants de l'Assemblée générale)

14h00 - **Séance d'ouverture du Forum 2011 - Hommage à Bernard STASI**

Par : Pierre SCHAPIRA, Adjoint au maire de Paris, représentant Bertrand DELANOË, Maire de Paris\*  
Jacques PÉLISSARD, Député Maire de Lons-le-Saunier, Président de l'Association des Maires de France  
Dov ZERAH, Directeur général de l'Agence Française de Développement

Charles JOSSELINE, Président de Cités Unies France, Vice-président du Conseil Général des Côtes-d'Armor, Membre honoraire du Parlement, Ancien Ministre  
et Henri de RAINCOURT, Ministre auprès du ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de la Coopération

14h00 - Conférence thématique : **RISQUES MAJEURS ET RÉSILIENCE DES TERRITOIRES, RÔLE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE**

Présidence de séance : Jean-Philippe MAGNEN, Vice-président du Conseil régional Pays de la Loire et conseiller municipal de la ville de Nantes

14h30 - Réunion de la **COMMISSION NATIONALE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE**

Présidence de séance : Henri de RAINCOURT, Ministre auprès du ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de la Coopération et Philippe RICHERT, Ministre auprès du ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration, chargé des Collectivités territoriales

15h30 - Conférence : **COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ET SANTÉ EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

Présidence de séance : Simon RENUCCI, Député-maire d'Ajaccio

15h30 - Réunion **groupe-pays ETATS-UNIS**

Co-présidence de séance : Olivia TAMBOU, Adjointe au maire d'Angers, déléguée aux Relations Internationales et au Rayonnement, représentant Roland RIES, maire de Strasbourg et président du groupe-pays Etats-Unis

Clarence ANTHONY, Secrétaire général de CGLU par intérim, ancien Maire de South Bay, FL, Etats-Unis, ancien président de la Ligue des Villes américaines (National League of Cities)

15h30 - Conférence thématique : **L'ÉNERGIE DANS LA LOI OUDIN-SANTINI**

Présidence de séance : Jean BESSON, Sénateur, Président du Syndicat départemental d'énergies de la Drôme, président du groupe énergie de Cités Unies France\*

Jean-Bernard DAMIENS, Député vice-président de la Région Limousin délégué au développement durable, à l'environnement et au cadre de vie

17h30 - Conférence thématique : **TRANSPORT ET MOBILITÉ: INFRASTRUCTURES URBAINES**

Coprésidence de séance : Michel DESTOT, Député Maire de Grenoble, Président de l'Association des Maires de Grandes Villes de France, ou son représentant

Clarence ANTHONY, Secrétaire général de CGLU par intérim, ancien Maire de South Bay, FL, Etats-Unis, ancien président de la Ligue des Villes américaines (National League of Cities)

17h30 - Réunion **groupe-pays PALESTINE : LA CRÉATION D'UN ETAT PALESTINIEN ET LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Présidence de séance : Claude NICOLET, Conseiller régional Nord-Pas-de-Calais, Adjoint au maire de Dunkerque, Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine, conseiller communautaire, Communauté urbaine de Dunkerque

17h30 - Réunion **groupe-pays TURQUIE**

Présidence de séance : Jean TOUZEAU, Vice-président du Conseil général de Gironde, représentant son président Philippe MADRELLE, Président du groupe-pays Turquie

17h30 - Réunion **groupe-pays INDE**

Co-présidence de séance : Claudy LEBRETON, Président du groupe-pays Inde, Président du Conseil Général des Côtes d'Armor, Président de l'Assemblée des Départements de France

Yves DAUGE, Sénateur d'Indre-et-Loire, adjoint au maire de Chinon, coprésident du Partenariat français pour la Ville et les Territoires

17h30 - Réunion géographique **LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE AVEC L'AFRIQUE CENTRALE ET DES GRANDS LACS : ÉTAT DES LIEUX, CONTRAINTES, OPPORTUNITÉS**

Co-présidence de séance : Jean-Noël GAULTIER, Conseiller régional des Pays de la Loire en charge du suivi des politiques régionales de solidarité internationale, représentant le président, Jacques Auxiette

Jean-Pierre ELONG MBASSI, Secrétaire général de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU-A)

19h00 - **Cocktail dînatoire** sur l'espace «Village de la coopération décentralisée»

Vendredi 8 juillet 2011

9h30 - Conférence régionale : **MÉDITERRANÉE : LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ET LA NOUVELLE DONNE AU MAGHREB**

Présidence de séance : Etienne BUTZBACH, Maire de Belfort

9h30 - Conférence régionale : **AFRIQUE : les services publics de proximité : quand l'offre rencontre la demande**

Co-présidence de séance : Antoine RAOGO SAWADOGO, Président du Laboratoire Citoyenneté, ancien Ministre de l'Administration territoriale du Burkina Faso  
Monique PAPOT-LIBERAL, Présidente du groupe-pays Togo, Vice-présidente de la Communauté de communes de la Côte Roannaise

9h30 - Réunion **groupe-pays ARMÉNIE**

Présidence de séance : Charles JOSSELINE, Président de Cités Unies France, Vice-président du Conseil Général des Côtes-d'Armor, Membre honoraire du Parlement, Ancien Ministre

11h30 - Conférence régionale : **LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE EN AMÉRIQUE LATINE : PAYS ÉMERGENTS ET PAYS MOINS AVANCÉS**

Présidence de séance : Patrick ALLEMAND, Premier Vice-président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, délégué aux Relations internationales, Europe et eurorégion qui représentera Michel VAUZELLE, Président du groupe-pays Brésil, Président de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur

11h30 - Réunion **groupe-pays VIETNAM**

Présidence de séance : Kader ARIF, Président du groupe-pays Vietnam, Conseiller municipal délégué à Toulouse, Député européen

14h30 - Réunion **MAROC : LE FONDS DE SOUTIEN À LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE FRANCO-MAROCAINE**

Présidence de séance : Charles JOSSELINE, Président de Cités Unies France, Vice-président du Conseil Général des Côtes-d'Armor, Membre honoraire du Parlement, Ancien Ministre

14h30 - Réunion **LES RROMS DES BALKANS : LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE**

Présidence de séance : Alain FREMONT, Président du groupe-pays Serbie, Adjoint au maire de Nevers

14h30 - Conférence thématique : **LE TOURISME RESPONSABLE : QUELLE MISE EN RÉSEAUX ENTRE LES DIFFÉRENTS ACTEURS DU SECTEUR TOURISME RESPONSABLE DANS LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ?**

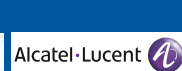
Présidence de séance : Philippe PAPIN, Conseiller régional Pays de la Loire

14h30 - Réunion **groupe-pays NIGER**

Présidence de séance : Stéphane VALLI, Président du groupe-pays Niger, Vice Président de la Communauté de Communes de Faucigny-Gilères, adjoint au député-maire de Bonneville\*

\* présence en cours de confirmation

Informations & inscriptions : [www.coopdec-icic.org](http://www.coopdec-icic.org)



## ACTUALITÉS BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint-Germès-Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

### Constitution du nouveau gouvernement après l'élection du Président Boni Yayi

Suite aux rejets des appels de l'opposition pour « fraudes massives » contestant l'élection présidentielle, la cour constitutionnelle béninoise a validé la réélection du président Boni Yayi du 13 mars 2011. D'après la liste publiée au journal officiel le 28 mai, le président a désigné un nouveau gouvernement constitué de 26 membres, dont 8 femmes. Le portefeuille de Premier ministre revient à Pascal Koukpaki, anciennement ministre du Plan et du Développement.

(Source : AFP)

## ACTUALITÉS BURKINA FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président du Conseil régional du Limousin et adjoint au maire de Guéret

### 14<sup>e</sup> Journée de la coopération décentralisée

À l'Ambassade du Burkina Faso s'est tenue, le 21 mai 2011, la Journée annuelle de la Coopération décentralisée. Cette 14<sup>e</sup> édition, présidée par Michel Roux, ancien président du groupe-pays, avait pour thème « La formation et le transfert de technologie au service d'un développement durable ». La réunion a insisté sur l'importance de s'appuyer et de s'adapter aux coutumes locales pour diffuser les connaissances. La question de l'avenir de l'Afrique face aux nouvelles techniques d'information et de communication a aussi été posée.

### Reprise des travaux à l'Assemblée nationale burkinabè après un mois de suspension des activités

Le 18 mai 2011, les députés burkinabè ont repris leurs travaux après le mois de suspension qu'a connu le pays après la dissolution du gouvernement. La crise militaire et sociale de ces derniers mois a entraîné une révision des dépenses budgétaires. Le nouveau budget a été réaménagé pour tenir compte des mesures prises face à la crise.

Certaines tensions demeurent cependant au sein des forces armées, comme le prouvent certains actes de mutinerie du 3 juin dernier.

(Source : AFP, Le Faso)

## MADAGASCAR

### Président du groupe-pays : Alain Huard, vice-président du Conseil général de l'Eure

### Réunion du groupe-pays Madagascar

Le groupe-pays Madagascar s'est réuni le 31 mai 2011, à l'occasion de la venue en France de la directrice générale du ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation malgache, de la directrice générale du Fonds de Développement Local ainsi que de la directrice adjointe du CITE (Centre d'Information Technique et Economique).

Cette réunion a permis de revenir sur la mission CUF à Madagascar du 27 avril au 7 mai dernier et de présenter le Fonds de Développement Local ainsi que l'état de la coopération décentralisée.

La réunion a permis de préparer la prochaine réunion du groupe-pays Madagascar qui portera notamment sur la formation professionnelle.

### Vers des élections, avec ou sans l'aval de la communauté internationale

Le Sommet de Gaborone (Botswana) des 7 et 8 juin a réuni 11 entités politiques (8 formations pro-Haute Autorité de Transition – HAT – et les 3 mouvances des anciens présidents). Il n'a pas permis d'établir le dialogue et la décision sur l'avenir de la feuille de route a dû être reportée au Sommet de Sandton (Afrique du Sud). Ce sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la SADC, les 11 et 12 juin, a rééquilibré la feuille de route qui avait été paraphée par les seules formations pro-HAT. Le communiqué final prévoit notamment le retour sans conditions des anciens présidents, dont Marc Ravalomanana et des exilés politiques.

Dans sa déclaration à la presse, le 14 juin, le Président de la HAT Andry Rajoelina s'est dit déterminé à appliquer la feuille de route soutenue par la SADC. Il a considéré que Marc Ravalomanana pouvait à nouveau rentrer au pays « à condition que l'apaisement politique soit effectif à Madagascar », et qu'il réponde de ses actes devant la justice malgache. Il a aussi indiqué que la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) recevra le soutien technique nécessaire à l'organisation des prochaines élections. Il exhorte toutes les institutions gouvernementales à apporter leur contribution et à collaborer avec la CENI.

Le 10 juin, le Parlement européen avait condamné « l'instabilité politique persistante qui règne depuis le coup d'État et qui a plongé Madagascar dans une situation précaire tant sur le plan socio-économique et humanitaire que sur le plan des droits de l'Homme » et appelé à renforcer les sanctions prévues dans ce cas par les accords de Cotonou.

(Source : <http://rovahiga.over-blog.com> ; [www.lexpressmada.com](http://www.lexpressmada.com))



## MALI

**Président du groupe-pays Mali : Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche et conseiller général de la Sarthe**

### Réunion du groupe-pays Mali, le 12 mai 2011

En présence de Boubacar Bah, président de l'Association des Municipalités du Mali, de représentants de l'Ambassade du Mali en France, et avec une participation importante des collectivités, comités de jumelage et partenaires habituels du groupe-pays, plusieurs thèmes ont été abordés lors de la réunion du groupe-pays Mali, le 12 mai dernier : la sécurité au Sahel, la formation des élus pour laquelle un groupe de travail pourrait être créé, et le souhait de l'AMM d'organiser les prochaines Assises de la coopération décentralisée à Bamako en décembre 2011.

### Deuxième Rencontre de la Plateforme des villes partenaires de Bamako

Les 26 et 27 mai 2011, Cités Unis France a participé à la deuxième Rencontre de la Plateforme des villes partenaires de Bamako à Angers. Articulée autour de trois ateliers (transport, assainissement et climat), cette rencontre a permis aux collectivités françaises, aux maires et techniciens des communes et du district de Bamako, ainsi qu'à de nombreuses autres personnalités telles que le maire de Ouagadougou, de s'informer mutuellement et de dégager des pistes de travail communes.

### Assurance maladie obligatoire

L'assurance maladie obligatoire (AMO) a été instaurée en 2009, mais l'ouverture des droits des assurés et ayant droits aux prestations est devenue effective le 1<sup>er</sup> mai 2011. On compte à ce jour 647 950 personnes enregistrées dont 127 805 déjà immatriculées et 53 660 assurés principaux.

Selon le président Amadou Toumani Touré, cette réforme est l'une des plus importantes du pays depuis 1960.

(Source: Journal du Mali)

### Aide à la gouvernance et à la décentralisation

La Banque mondiale a accordé au Mali deux crédits d'un montant de 41 milliards de francs CFA dans le cadre de son soutien au Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) pour la période 2007-2011, en appui au renforcement des capacités de gestion des finances publiques à l'échelon décentralisé.

Les bénéficiaires directs du projet sont les agents de la fonction publique à l'échelon régional et local, les élus et les représentants de la société civile.

(Source : Afriquejet.com)

## ACTUALITÉS MALI

### Sécurité au Sahel

Deux députés français, Henri Plagnol (UMP) et François Loncle (PS), se sont rendus à plusieurs reprises en zone sahélienne, le but étant d'envisager le rôle et l'aide que pourrait apporter la France dans la lutte contre AQMI. Pour Henri Plagnol, « il y a une dégringolade de la francophonie au Sahel alors qu'à long terme, la clef de la réponse à l'islamisme radical, c'est l'ouverture au monde ». Une première ébauche de leur rapport sur la sécurité au Sahel sera présentée au cours du Forum pour la Coopération Internationale des Collectivités au Palais des Congrès de Paris les 7 et 8 juillet prochains.

Pour plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1006>

(Source : AFP)

### Difficile élaboration des listes électorales

Dans la perspective des élections présidentielles et législatives de 2012, l'inquiétude porte sur le fichier devant servir de base pour élaborer les listes électorales, jugé insatisfaisant par le plus grand nombre. Un recensement administratif à vocation d'état civil (RA-VEC) a été lancé, mais il a enregistré un tel retard que tous les Maliens en âge de voter n'ont pu se faire recenser.

(Source : Afriquejet.com)

### 30 milliards de francs CFA alloués à la santé maternelle et infantile

La coopération canado-malienne œuvre pour la promotion de la santé maternelle et infantile. 30 milliards de francs CFA ont été accordés après un accord signé entre les deux pays et couvrant la période 2011-2015. PRODESS (programme de développement sanitaire et social). 80% du programme cible les femmes et les enfants, assurant entre autres un « paquet minimum d'activités » (planification familiale, consultations prénatales et postnatales, accouchement, suivi des nourrissons, vaccination, nutrition, lutte contre les IST et le VIH/SIDA).

(Source : Afriquejet.com)

## ACTUALITÉS NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la Communauté de communes Faucigny-Glières et adjoint au maire de Bonneville

### Réunion franco-nigérienne

À l'occasion des 10 ans de jumelage entre la Communauté de Communes Faucigny-Glières et la ville de Tera, une réunion entre des représentants du groupe-pays Niger et le ministre nigérien de la Justice a eu lieu le 21 mai à Bonneville. Deux objectifs étaient visés : la mutualisation des actions menées entre collectivités françaises et nigériennes, afin de développer des nouvelles actions, et la volonté de promouvoir la coopération décentralisée franco-nigérienne en impliquant plus largement les collectivités françaises dans des partenariats.

## ACTUALITÉS TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Libéral, conseillère de la Communauté de communes de la Côte roannaise

### Annulation de la dette du Togo vis-à-vis de la France

Le 11 mai 2011, la France a officiellement annulé l'intégralité de la dette du Togo, soit 101,1 millions d'euros (plus de 66,3 milliards de francs CFA). Cet accord fait suite aux engagements de la France à mettre en œuvre les recommandations du Club de Paris. Pour rappel, le Club de Paris est un groupe informel de créanciers rassemblant 19 des principaux pays industrialisés.

(Source : jeuneafrique.com)

### Inauguration du Centre de Formation des Professions de Justice (CFPJ)

Le 27 mai 2011, les locaux du Centre de Formation des Professions de Justice ont été officiellement inaugurés. Ce projet a été mis en place en partenariat avec l'Ambassade de France au Togo, dans le cadre du « Programme National de Modernisation de la Justice ».

(Source : [ambafrance-tg.org/spip.php?article536](http://ambafrance-tg.org/spip.php?article536))

## ACTUALITÉS MAURITANIE

Président du groupe-pays : Michel Sapin, député-maire d'Argenton-sur-Creuse

### Recensement des projets, en particulier culturels

La cellule d'animation du groupe-pays s'est réunie le 19 mai 2011, à CUF, afin de relancer une mutualisation des projets sur le thème de la culture et de préparer la plénière du groupe-pays Mauritanie prévue pour la rentrée. La décision de réactualiser le répertoire de la coopération décentralisée a été prise.

### Nouveaux jumelages

Les communes de Réau (Seine-et-Marne, SAN de Sénart) et Dar El Barka (Canton du Toro-Halaybé, Brakna) ont signé un accord de jumelage en mai. De même, la commune de Leon (Landes) et le village de Dioulloum (commune de Boghé) entendent s'engager dans une coopération.

### Appel d'offre de l'Union européenne - Interventions en Mauritanie en faveur des autorités locales

« Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement » : interventions en Mauritanie en faveur des autorités locales

Lot 1 : Action à vocation communale dont la mise en œuvre s'effectue sur le territoire d'une autorité locale.

Lot 2 : Action à vocation intercommunale dont la mise en œuvre s'effectue sur le territoire de plusieurs autorités locales.

REF : EuropeAid/131562/L/ACT/MR – Publié le 08/06/2011 - Statut : Ouvert 24/07/2011

Lien : <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome&nbPubliList=15&orderby=upd&orderbyad=Desc&searchtype=RS&aofr=131562>

### Appel d'offre de l'Union européenne - Sécurité Alimentaire

« Programme thématique sécurité alimentaire » Priorité 5 : promouvoir des approches innovantes dans la production et l'accès à l'information sur la sécurité alimentaire en Mauritanie

Objectifs :

- la production et la mise à disposition d'informations consensuelles et améliorées sur les causes et les niveaux d'insécurité alimentaire,
- la promotion de l'accès à l'information liée à la sécurité alimentaire et son utilisation par les groupes les plus vulnérables.

REF : EuropeAid/131320/L/ACT/MR - Publié le 10/05/2011 - Statut : Ouvert 30/06/2011

Lien : <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome&nbPubliList=15&orderby=upd&orderbyad=Desc&searchtype=RS&aofr=131320>

## SÉNÉGAL

**Présidente du groupe pays Sénégal : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille, conseillère communautaire de Lille Métropole**

### Mission de Cités Unies France à Dakar

Cités Unies France a effectué une mission au Sénégal du 25 au 29 mai dernier, dans le cadre du suivi des Assises sénégalo-européennes et de la réflexion « multi-acteurs tourisme » engagée au sein du groupe-pays Sénégal. Les séances de travail ont permis d'échanger sur la concertation européenne autour de la création de la base de données de la coopération décentralisée sénégalo-européenne au sein de la DIRCOD, la finalisation des Actes des Assises, la préparation d'Africités 2012, la mise en place du nouveau dispositif de soutien à la coopération décentralisée franco-sénégalaise, et la tenue du Salon des Maires et des Communes du Sénégal en septembre prochain. Enfin, l'équipe de CUF et la plateforme « coopération et tourisme responsable » ont organisé une réunion de concertation des acteurs tourisme, parallèlement aux Assises du tourisme solidaire et au Salon TICAA, qui se tenaient dans la capitale sénégalaise aux mêmes dates.

### Le malaise grandit au Sénégal

Un jeune homme, Malick Bâ, a été tué à Sangalkam, au cours d'une manifestation de protestation populaire contre le redécoupage administratif en cours au Sénégal.

L'affaire a pris depuis une ampleur nationale et de nombreuses personnalités ont exprimé leur colère.

Ce drame intervient peu après la publication du rapport annuel 2011 d'Amnesty International qui épingle le Sénégal pour ses nombreuses violations des droits de l'Homme parmi lesquelles figurent la torture, l'atteinte à la liberté d'expression et de manifestation, l'usage excessif et illégal de la force et au premier rang, l'impunité des forces de sécurité et autres responsables proches du parti au pouvoir.

Le gouvernement a insisté sur le fait qu'il ne reviendrait pas sur la réforme en cours.

(Sources : le Quotidien, RFI, Walf, AFP)

### Crise de l'énergie au Sénégal

Alors que l'association SOS Consommateurs a demandé que soit déclaré l'Etat de catastrophe national concernant l'énergie et qu'un plan d'urgence soit mis en place, l'AFD vient d'investir 40 milliards de francs CFA dans le plan « TAKKAL » qui vise à résoudre la crise.

Le ministre de l'Énergie a également annoncé attendre un versement de 45 milliards de francs CFA par la Banque Islamique de Développement pour renforcer les capacités de la Sénélec. Le gouvernement s'est lancé le défi suivant : 60% de l'énergie consommée par les ménages doit provenir des énergies renouvelables et 40% de la Sénélec.

Enfin, le président Abdoulaye Wade a pris l'engagement de régler les factures d'électricité aux maires le souhaitant. Malgré cela, les délégués ont continué durant tout le mois de mai...

(Sources : Kotch, Sud Quotidien, reussirbusiness.com, camerpress.net)

## ACTUALITÉS SÉNÉGAL

### Un statut pour les chefs de village ?

Le ministre de l'Intérieur, Ousmane Ngom, a annoncé la mise en place d'un projet visant à valoriser la fonction des chefs de villages en leurs conférant, entre autres, un statut. Il s'agira également de leur donner les moyens matériels et les équipements nécessaires afin de les rendre plus mobiles.

(Source : APS)

### Visite du président Abdoulaye Wade en Libye

Abdoulaye Wade, le président sénégalais, est arrivé le jeudi 9 juin 2011 en fin de matinée à Benghazi, en Libye. Il est le premier chef d'Etat à se rendre dans le fief des insurgés libyens. Il a répondu à l'invitation du président du Conseil national de transition (CNT), Moustapha Abdeljalil. C'est un message fort adressé au colonel Kadhafi qui perd ainsi l'un de ses alliés en Afrique et se retrouve de plus en plus isolé sur la scène internationale.

(Source : RFI)

### Appel à proposition de l'Union européenne

- Appui aux Acteurs Non Etatiques (ANE) dans le domaine de la gouvernance politique et économique  
Programme thématique ANE –AL 2011-2013 (Allocation Sénégal 2011)  
REF : EuropeAid/131357/L/ACT/SN  
Publié 26/05/2011  
Statut : ouvert 26/07/2011  
Lien : <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome&nbPubliList=15&orderby=upd&orderbyad=Desc&se archetype=RS&aofr=131357>

- Appui aux Acteurs Non Etatiques (ANE) dans le domaine de la culture  
REF: EuropeAid/130175/M/ACT/SN  
Publié 7/06/2010  
Statut : Ouvert  
Lot 1: actions dans le domaine de la professionnalisation dans le secteur culturel  
Lot 2: appui à des événements/festivals de portée nationale  
Lien : <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome&nbPubliList=15&orderby=upd&orderbyad=Desc&se archetype=RS&aofr=130175>



## ACTUALITÉS AFRIQUE



6<sup>ème</sup> édition  
4 - 8 décembre 2012

### Africités 2012

Le prochain sommet Africités, réunissant plus de 5 000 participants, aura lieu à Dakar en décembre 2012 autour du thème : « Construire l'Afrique par ses territoires : quels défis pour les collectivités locales ? ». Le ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales du Sénégal y contribuera financièrement.

(Source : camerpress.net)

### Cartographie et coopération internationale

La rencontre organisée le 26 mai, à Longuenesse, par l'Agence d'urbanisme et de développement de la Région de Saint-Omer sur le thème « Cartographie et coopération décentralisée » a permis à de nombreux acteurs et collectivités d'échanger sur les expériences et sur les possibilités qu'offrent le développement des systèmes d'informations géographiques (SIG) dans les pays des Sud. L'utilité des logiciels de géomatique n'est plus à démontrer pour la planification territoriale dans les collectivités du Nord, mais ses diffusions restent limitées dans les pays des Sud en dépit des forts potentiels d'aide à la prise de décision et d'organisation qu'ils autorisent.

Face aux défis actuels et à venir des espaces urbains comme ruraux, les SIG seraient pourtant l'outil idéal permettant de prévoir et d'accompagner les changements démographiques, de mesurer les influences humaines sur le milieu naturel, de visualiser et de qualifier rapidement le degré de vétusté des installations, de calculer la capacité de charge maximale des installations et d'optimiser la gestion du territoire au plus proche des besoins des collectivités.

Des partenaires peuvent vous conseiller et vous aider à la mise en place de projets de développement de SIG. Pour plus d'information, merci de contacter le pôle Afrique de Cités Unies France.

## ACTUALITÉS AFRIQUE

### Coopération transfrontalière et coopération décentralisée

La réunion sur le thème de la coopération transfrontalière et de la coopération décentralisée, en partenariat avec la Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT), a eu lieu le 12 mai 2011 à Cités Unies France, réunissant une soixantaine de participants. L'équipe de la MOT et Mme Ravel, chargée de mission à la Délégation à l'Action extérieure des collectivités territoriales, ont animé cette réunion aux côtés de Cités Unies France. La réunion a fait un tour d'horizon de la problématique transfrontalière, nouvel enjeu pour les collectivités en coopération décentralisée ; elle s'est efforcée d'apporter des solutions et des réponses aux questions posées.

Un compte-rendu détaillé sera bientôt disponible sur le site Internet de CUF.

### Le G8 invite trois présidents d'Afrique de l'Ouest

À l'occasion du sommet du G8 en France, les présidents du Niger, de Côte d'Ivoire et de Guinée Conakry ont été invités à participer à la réunion du G8 qui s'est tenue à Deauville les 26 et 27 mai. L'occasion de saluer les représentants de ces pays aux « parcours démocratiques exemplaires » et discuter du Nepad.

(Source : AFP)

### G8 : un texte commun de la société civile

Les organisations de la société civile ont défendu une position commune à l'occasion du G8 de Deauville, portant sur le respect des droits humains, la fin des paradis fiscaux, la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, la régulation des marchés agricoles et la construction d'un Etat de droit, comprenant autant la régulation du commerce des armes que la fin de l'instrumentalisation de l'aide et des migrations. Cette position en 6 points est accompagnée d'un « texte chapeau » dont Cités Unies France est solidaire.

Pour télécharger les textes : <http://www.coordinationsud.org/focus/g8-g20-francais-2011-2/>

La mobilisation se poursuivra en vue du sommet du G20, en novembre.

*Pour plus d'informations :*

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo)

Courriel : [c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org)

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Sénégal, programmes concertés)

Courriel : [s.derekeneire@cites-unies-france.org](mailto:s.derekeneire@cites-unies-france.org)

# Amérique latine & Caraïbes

## BRÉSIL

**Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

**Visite des représentants de la ville de Vitoria (Etat d'Espirito Santo) à la Communauté urbaine de Dunkerque**

La Communauté urbaine de Dunkerque, en partenariat avec le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais et des acteurs économiques locaux et régionaux, a reçu, du 14 au 17 juin, une délégation de haut niveau de la Ville de Vitoria. Elle était conduite par le Vice-Gouverneur de l'Etat d'Espirito Santo, Givaldo Vieira, par la Présidente de l'Association des Villes et des Maires du Ceara, Eliéne Brasileiro et par le député fédéral, Antonio Balhmann.

Cette mission a eu lieu dans le cadre de la coopération existante entre la Communauté urbaine de Dunkerque et la Ville de Vitoria sur un projet de coopération économique et portuaire dont les objectifs principaux sont les suivants : la création d'une liaison maritime privilégiée entre les ports brésiliens partenaires et le port de Dunkerque, l'implantation à Dunkerque d'une agence de promotion des PME brésiliennes, l'appui aux PME dunkerquoises et régionales intéressées par le marché brésilien.

## HAÏTI

**Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes, représenté par Jean-Louis Testud, adjoint au maire**

**Journée de réflexion « Haïti : ONG, société civile et collectivités territoriales, comment mieux travailler ensemble » le 1<sup>er</sup> juin, à l'Assemblée nationale**

Cet événement est organisé à l'initiative de l'Espace de Partenariats franco-haïtiens (EPFH) et de Cités Unies France. Le fil conducteur a été guidé par la question suivante : comment les ONG peuvent-elles favoriser le dialogue avec les collectivités territoriales (CT) ?

Madame Paul-Langevin, députée et Présidente du groupe d'amitié France-Haïti a accueilli les participants. Robenson Belunet, professeur à l'université d'Etat d'Haïti, a fait le point sur les compétences et les moyens des CT haïtiennes. L'Ircod et la Ville de Strasbourg ont présenté leur expérience d'appui à la gouvernance à la ville de Jacmel dans un contexte politique national complexe. Deux études de cas ont été présentées : Île-de-France/Gonaïves et Limousin/Solidarité laïque. La ville de Suresnes a présenté la plateforme de coordination des acteurs français intervenant dans le département du Nord, ainsi qu'une cartographie de toutes les actions en cours menées par ces acteurs dans ce département.

Jean-Louis Testud, représentant de Christian Dupuy, président du groupe-pays Haïti, et Frédéric Apollin, directeur de programmes à Vétérinaires Sans Frontières, ont conclu la journée évoquant la nécessité d'un dialogue entre collectivités territoriales et ONG, le développement d'un diagnostic partagé, et ont proposé la création d'un comité par zones géographiques. Les Actes de la journée seront bientôt publiés.

*Pour plus d'informations :*

Felicia Medina, chargée de mission (pôle Amérique latine et Caraïbes)

Courriel : [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Mexique)

Courriel : [ac.gaudru@cites-unies-france.org](mailto:ac.gaudru@cites-unies-france.org)

## CHILI

Président du nouveau groupe-pays : Roberto Romero, conseiller régional d'Île-de-France, membre de la Commission des Affaires internationales et européennes

**Visite de la délégation chilienne de la région de Coquimbo à Montpellier**

Dans le cadre de la coopération décentralisée entre le Conseil général de l'Hérault et le Gouvernement régional de Coquimbo (IV Région du Chili), la collectivité française a reçu une délégation de Coquimbo du 12 au 18 juin. Cette délégation, présidée par le gouverneur de la région, était composée de 13 personnes dont des conseillers régionaux, des scientifiques et académiciens, et des centres de recherche régionaux et nationaux. Les questions des ressources hydriques, de la gestion de l'eau et de l'environnement ont été traitées lors de la rencontre.

## AMÉRIQUE LATINE

**Programme URB-AL III : Visite d'étude en France du Projet IDEAL : l'intercommunalité, un outil efficace pour la cohésion sociale et territoriale en Amérique latine**

Piloté par l'Etat mexicain du Michoacan, le projet IDEAL rassemble diverses structures intercommunales d'Argentine, du Nicaragua, de Bolivie, du Guatemala, d'Espagne, et en France, le Conseil général des Hautes-Pyrénées. Ce dernier a accueilli du 11 au 13 mai les partenaires du projet afin de mieux faire connaître l'intercommunalité en France.

Au cours de ce séjour, la communauté d'agglomération du Grand Tarbes fut présentée, tout comme le Contrat de Rivière du Haut Adour, lequel est un outil d'intervention à l'échelle du bassin et vise à améliorer la qualité du patrimoine aquatique. Deux visites de terrain ont eu lieu au Pic du Midi comme exemple de gestion de partenariat public/privé et au Parc national des Pyrénées. Il ressort de ce voyage que l'intercommunalité est un outil qui peut être utilisé de plusieurs manières. CUF participe à ce projet et a prévu d'en publier le compte-rendu.



## ACTUALITÉS JAPON

### Les élections locales d'avril 2011

Ces élections locales apparaissent comme une sanction adressée par les Japonais à leur gouvernement pour sa gestion de la crise nucléaire après le séisme et le tsunami du 11 mars 2011 : elles devaient renouveler plusieurs centaines d'assemblées locales et de maires. Le Parti Démocrate du Japon (DPJ), actuellement au pouvoir, a perdu près de 70 sièges dans les assemblées locales, ainsi que trois élections de gouverneurs au profit du parti d'opposition, le Parti Libéral-Démocrate (LDP). De plus, sur 7 104 sièges vacants au sein d'assemblées de 293 municipalités, le DPJ en a remporté seulement 389. Une majorité de sièges (61,7% soit 4 382 sièges) est cependant allée à des candidats sans étiquette.

La popularité de Naoto Kan avait déjà chuté avant la catastrophe du 11 mars, l'accident de Fukushima explique ces résultats. En effet, plusieurs candidats ont remporté les élections sur un programme anti-nucléaire.

Le DPJ conserve toutefois le contrôle de la Chambre des Députés. Une éventuelle démission du Premier ministre Naoto Kan n'est pour l'instant pas à l'ordre du jour. (Sources : Romandie News, Reuters et CLAIR Londres)

## ACTUALITÉS INDE

Président du groupe-pays : Claudy Lebreton, président du Conseil général des Côtes d'Armor, président de l'ADF

### Prochaine réunion du groupe-pays : 7 juillet 2011, au Palais des Congrès de Paris

À l'occasion de la deuxième édition du Forum pour l'action internationale des collectivités, qui aura lieu au Palais des Congrès de Paris, le groupe-pays Inde se réunira le 7 juillet.

L'ordre du jour de cette réunion sera très prochainement disponible en ligne sur le site Internet de CUF, rubrique « Nos groupes-pays/Asie/Inde ».

## JAPON

### Fonds de solidarité pour le Japon

Cités Unies France rappelle qu'après le séisme et le tsunami dévastateurs qui ont touché l'archipel nippon le 11 mars dernier, un fonds de solidarité pour le Japon a été ouvert aux collectivités territoriales désireuses de venir en aide au peuple japonais. CUF tient à remercier sincèrement les collectivités ayant déjà abondé ce compte bancaire spécial « Collectivités territoriales – Séisme Japon ». L'argent recueilli est destiné aux collectivités japonaises sinistrées et sera distribué en collaboration avec le Centre japonais des collectivités locales (CLAIR).

Toute collectivité locale souhaitant répondre à cet appel à solidarité est invitée à prendre contact avec Katarina Fotic, chargée de mission Japon.

### Réunions des comités de pilotage des Troisièmes Rencontres

La réunion du comité de pilotage mixte franco-japonais des Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise a eu lieu le 16 juin, à Tokyo, dans les locaux du Centre japonais des collectivités locales (CLAIR).

Le comité de pilotage français s'est quant à lui réuni le 30 juin, dans les locaux de Cités Unies France.

Les comptes-rendus de ces deux réunions seront bientôt disponibles sur le site Internet de Cités Unies France à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1279>

## VIETNAM

### Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal délégué aux relations internationales de la ville de Toulouse

### Réunion du groupe-pays Vietnam

Le groupe-pays Vietnam se réunira le 8 juillet au Palais des Congrès de Paris dans le cadre du Forum pour la Coopération Internationale des Collectivités. Après une présentation du contexte actuel vietnamien, cette réunion sera l'occasion de définir les perspectives de travail du groupe-pays.

### Le Vietnam à Lorient : coopération santé France-Vietnam

Le Vietnam à Lorient, avec ses tables rondes et des conférences de haut niveau, ses expositions, ses spectacles et ses animations, aura été un événement riche et intense. La journée du 12 mai, consacrée à la coopération santé France-Vietnam, a été présidée par Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France. Après un échange sur les réalités de la coopération santé au Vietnam, une réflexion a été proposée autour de l'idée des réseaux de compétences entre hôpitaux, collectivités territoriales et ONG.

Pour plus d'information : [lorientvietnam.com](http://lorientvietnam.com)

#### Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Simoné Giovetti, chargé de mission (Pakistan)

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : [c.borella@cites-unies-france.org](mailto:c.borella@cites-unies-france.org)

Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

Courriel : [s.schonfeld@cites-unies-france.org](mailto:s.schonfeld@cites-unies-france.org)



## Le Courrier des Balkans

Le portail francophone des Balkans

### BALKANS OCCIDENTAUX

#### Menaces sur la libéralisation des visas ?

L'UE va-t-elle remettre en cause la libéralisation du régime des visas, dont bénéficient désormais l'Albanie, la Bosnie, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie ? L'afflux de « faux demandeurs d'asile », originaires de ces pays, notamment de Serbie et de Macédoine, suscite de vives réactions dans les pays européens. Belgrade s'est engagée à renforcer les contrôles à ses frontières, mais refuse de mettre en place des politiques « discriminatoires », notamment à l'encontre des Roms.

#### ALBANIE

##### Elections sous très haute tension

À Tirana, l'après-scrutin ressemble à s'y méprendre à celui des législatives de 2009. Un résultat serré, un décompte des votes litigieux, le PS d'abord déclaré vainqueur avant de voir le PD gagner sur le fil. Sauf que cette fois, Edi Rama fera l'impossible pour conserver son fief de Tirana. Après avoir condamné la partialité de la Commission électorale, dirigée par le PD, le PS appelle désormais le peuple à se soulever pour empêcher toute décision qui mettrait en cause sa victoire à Tirana. Peut-on craindre le pire après la répression sanglante des manifestations de janvier ?

#### MONTÉNÉGRO

##### Le Monténégro fête cinq ans d'indépendance retrouvée

Il y a cinq ans, le 21 mai 2006, les électeurs monténégrins votaient à 55,7% en faveur de la restauration de l'indépendance de leur pays. Cinq ans plus tard, même l'opposition « unioniste » reconnaît le statut étatique du Monténégro, mais le pays, qui a pourtant obtenu le statut de candidat à l'intégration européenne en novembre 2010, reste rongé par des problèmes structurels : corruption et népotisme, liaisons entre le crime organisé et la classe politique, faiblesses de l'économie...

Pour contacter « Le Courrier des Balkans » :

[balkans@courriers.info](mailto:balkans@courriers.info) / 09 50 72 22 26

*Pour plus d'informations :*

Simoné Gioveti, chargé de mission (Arménie, Europe du Sud-Est)

Courriel : [s.gioveti@cites-unies-france.org](mailto:s.gioveti@cites-unies-france.org)

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

#### ARMÉNIE

Président du groupe-pays : Patrick Devedjian, Président du Conseil général des Hauts-de-Seine

##### Première réunion du groupe-pays Arménie

Le vendredi 8 juillet 2011, de 9h30 à 11h00, dans le cadre du Forum pour la Coopération Internationale des Collectivités, se tiendra la première réunion du groupe-pays Arménie. Les collectivités territoriales de Lyon, Conseil général des Hauts-de-Seine, Conseil régional Rhône-Alpes, Valence, Conseil général de l'Isère ainsi que Christian Ter Stepanian, Ambassadeur conseiller du ministre des Affaires étrangères arménien en charge de la Francophonie sont présents comme intervenants de cette table ronde.

Rappel : le groupe-pays Arménie a été créé suite à la réunion du Bureau exécutif de Cités Unies France le 13 avril. Le bureau a décidé de confier sa présidence au Conseil général des Hauts-de-Seine. Les personnes intéressées sont invitées à manifester leur intérêt (en envoyant noms/ fonction/ collectivité locale/ adresse email/ téléphone) si elles souhaitent participer aux prochaines activités du groupe-pays auprès de Simoné Gioveti, chargé de mission Arménie.

#### SERBIE

Président du groupe-pays : Alain Frémont, adjoint au maire de Nevers

##### Ratko Mladic arrêté et transféré au TPIY à La Haye

L'ancien dirigeant militaire des Serbes de Bosnie, Ratko Mladic, a été arrêté le 26 mai 2011 par la police serbe, dans un village du nord-est de la Serbie.

Il a été transféré le 31 mai à La Haye, dans une cellule du centre de détention du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), après avoir subi une batterie d'exams médicaux. Sa première comparution devant les juges du TPIY a eu lieu le 3 juin, pendant laquelle Mladic a qualifié d'« ignobles » les charges prononcées à son encontre et a refusé de dire s'il plaiderait coupable ou non coupable.

Âgé de 69 ans, Mladic est poursuivi pour onze chefs d'accusation, parmi lesquels génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité, à la suite d'atrocités commises lors de la guerre en Bosnie entre mai 1992 et fin 1995, notamment le massacre de Srebrenica. (Sources : Le Point, Le Nouvel Observateur, Le Parisien)



# Méditerranée

## ACTUALITÉS MÉDITERRANÉE

### Table ronde sur le « printemps arabe »

France Volontaires organise une table ronde sur le « printemps arabe », le 6 juillet à 14h au ministère des Affaires étrangères et européennes à la salle Félix Éboué, 57 boulevard des Invalides 75007 Paris, afin d'échanger sur les analyses des différents acteurs, de faire le point sur les actions menées en matière d'échanges, de volontariat..., de construire un programme d'accompagnement concerté des sociétés civiles méditerranéennes fondé sur les valeurs du volontariat et d'envisager les moyens à mettre en œuvre collectivement.

### Une guerre médiatique repousse l'ouverture des frontières maroco-algériennes

Après le vent d'optimisme qui a soufflé au courant du mois d'avril sur une plausible ouverture de frontière entre l'Algérie et le Maroc, le 29 mai dernier, le Premier ministre algérien Ahmed Ouyahia a affirmé dimanche lors d'une conférence de presse à Alger que la réouverture de frontières terrestres entre les deux pays n'était « pas à l'ordre du jour », accusant le royaume de Mohammed VI de chercher à impliquer son voisin maghrébin dans le conflit libyen.

## ACTUALITÉS MAROC

Président du groupe-pays: Jacques Rocca-Serra, adjoint au maire de Marseille

### Demande de partenariat

Le maire de la commune de Taourirt a adressé un courrier à Cités Unies France au mois d'avril, dans lequel il fait part de son souhait de s'engager dans le cadre d'un partenariat ou un jumelage avec une collectivité territoriale française. Il s'agirait à travers cet éventuel partenariat de bénéficier de l'appui et de l'expertise de collectivités françaises en vue notamment des nouvelles compétences dévolues aux communes marocaines par la charte communale du Royaume du Maroc, et concernant la commune de Taourirt, en matière de gestion des déchets en particulier.

La commune de Taourirt est située dans la région de l'Oriental à 108 km de la ville d'Oujda. Avec une superficie de 15,8 km<sup>2</sup> et une population estimée à 91 000 habitants, la commune de Taourirt compte à son avantage une forte activité économique notamment dans le secteur commercial, agro-alimentaire et manufacturier.

Sa monographie est disponible sur le site de Cités Unies France à la rubrique « Bourse aux partenariats ».

## ACTUALITÉS MÉDITERRANÉE

### Rencontre sur « la mobilité urbaine durable en Méditerranée »

Dans le cadre du programme « Transports Urbains Durables » du Centre de Marseille pour l'Intégration en Méditerranée (CMI), un atelier piloté par l'AFD intitulé « Quels outils pour accompagner les évolutions de la mobilité urbaine durable en Méditerranée ? » se tiendra à Barcelone du 17 au 20 octobre 2011. Les thèmes de gouvernance, de planification ou encore de financement des transports urbains en Méditerranée seront abordés, en présence d'élus locaux et nationaux, ainsi que d'experts du pourtour méditerranéen. Plus d'informations sur [www.codatu.org](http://www.codatu.org).

### Colloque sur « la régionalisation en Méditerranée »

La Région Tanger-Tétouan, en collaboration avec la Région PACA, le CRPM, RU FOGAR et le PNUD, organisent un colloque les 22 et 23 juillet 2011, à Tanger. Les thèmes suivants seront abordés, en présence de personnalités et experts des régions et organismes internationaux et méditerranéens : régions et régionalisation, la gouvernance régionale, la planification stratégique, l'approche en réseaux et le partage des connaissances. Pour plus d'information, contacter : [conseiltt@menara.ma](mailto:conseiltt@menara.ma).

## ACTUALITÉS ALGÉRIE

### Président du groupe-pays : Georges Morin, adjoint au maire de Gières

### Réunion du comité d'attribution du Fonds d'appui aux initiatives locales (PCPA), 5-6 juin 2011 à El Oued

Cités Unies France a participé, aux côtés de la Ville de Nanterre, au Comité d'attribution du Fonds d'appui aux initiatives locales (FAIL) mis en œuvre dans le cadre du Programme Concerté Pluri-Acteurs Algérie. Un appel à initiatives a été lancé le 29 mars 2011 au niveau de la wilaya d'El Oued, 17 projets ont été présentés au comité d'attribution qui s'est réuni les 5 et 6 juin derniers à El Oued, territoire concerné par une coopération décentralisée, puisque la Ville de Nanterre a un partenariat avec la commune de Guemar.

On peut souligner la participation active et les éclairages apportés par les représentants de la wilaya d'El Oued (la direction jeunesse et sport), et des communes d'El Oued et de Guemar. Pour rappel, le FAIL vise à cofinancer des projets portés par des associations locales. Il soutient de manière générale la concrétisation de projets en faveur de la jeunesse et de l'enfance, notamment la prise en charge de la petite enfance, des exclus du système scolaire, la lutte contre l'exclusion sociale des jeunes en difficulté et l'insertion des jeunes en favorisant leurs pratiques citoyennes.

Le Fonds est conçu pour favoriser les dynamiques associatives au niveau local, pour permettre à des petites organisations de passer à l'action, de faciliter la mise en relation des acteurs d'un même territoire et d'encourager les synergies entre mouvements associatifs et collectivités territoriales.

# Méditerranée

## TUNISIE

**Président du groupe-pays : Henri Bertholet, maire de Romans-sur-Isère**

**Colloque international sur la décentralisation les 30 juin, 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2011, à Hammamet**

Les 30 juin, 1<sup>er</sup> et 2 juillet s'est déroulé, à Hammamet, un colloque international sur le thème : « Décentralisation et démocratie locale en Tunisie: enjeux et perspectives » à l'initiative du Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation (CFAD) du ministère de l'Intérieur tunisien. Ce colloque a été organisé avec plusieurs partenaires locaux et internationaux. Ce fut une occasion précieuse d'échanges sur la nouvelle donne en Tunisie et sur l'avenir de la coopération décentralisée dans le contexte de transition démocratique actuel.

C'était également l'occasion de faire un point avec des interlocuteurs tunisiens (notamment les délégations spéciales qui remplacent les conseils municipaux) sur la coopération décentralisée franco-tunisienne, ceci dans le cadre d'une 4<sup>ème</sup> table ronde, le 1<sup>er</sup> juillet, intitulée « Coopération décentralisée tuniso-française : état des lieux et perspectives ». CUF a été représentée par le président du groupe-pays Tunisie, Henri Bertholet, son adjointe, Latifa Chay, et Bertrand Gallet, directeur général.

**Réunion de restitution et d'information Tunisie, le 8 juillet 2011, au Palais des Congrès de Paris**

Le 8 juillet, suite à la conférence régionale Méditerranée intitulée « Coopération décentralisée et nouvelle donne au Maghreb » prenant place lors du Forum pour la Coopération Internationale des Collectivités, une réunion de restitution et d'information Tunisie se tiendra de 11h30 à 13h00. Cette réunion aura pour objectifs de :

- rendre compte de la mission technique accomplie par Cités Unies France et la présidence du groupe-pays Tunisie du 18 au 20 avril 2011 et échanger sur les orientations d'actions ;
- échanger sur l'état des lieux de la coopération franco-tunisienne dans le contexte de transition démocratique de la Tunisie ;
- rendre compte du colloque international de la coopération décentralisée (30 juin, 1 et 2 juillet à Hammamet) organisé par le Centre de formation et d'Appui à la décentralisation (CFAD) avec la participation de Cités Unies France ;
- fixer un plan d'action pour les mois à venir.

**L'élection d'une Assemblée constituante en Tunisie repoussée au 23 octobre 2011**

Les premières élections de l'après-Ben Ali en Tunisie, initialement prévues le 24 juillet, sont reportées, a annoncé le Premier ministre de transition, Béji Caïd Essebsi. La commission électorale avait auparavant demandé un report au 16 octobre, contre l'avis initial du gouvernement et de certains partis, en affirmant avoir besoin de ce délai pour organiser une élection crédible et transparente. « Il y a des partis qui n'étaient pas d'accord, même le gouvernement n'était pas d'accord, mais notre mission consiste à tenir des élections libres et transparentes », a déclaré le Premier ministre, en soulignant que « la révolution et la Tunisie ont une réputation que nous devons protéger ».

(Source : Le Monde)

## ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

**Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne du 25 au 28 octobre 2011, à Haïfa**

Dans le cadre de la préparation des prochaines Assises, prévues du 25 au 28 octobre 2011, à Haïfa, le comité de pilotage se réunira à nouveau en septembre. Certaines collectivités se sont manifestées pour intervenir lors des tables rondes, sur les thématiques retenues en concertation avec les collectivités israéliennes, à savoir : développement économique et tourisme solidaire (villes de Nice et Toulouse), développement durable sur l'eau et l'énergie (villes de Lille et Suresnes), services à la population : e-administration (ville d'Issy-les-Moulineaux), sécurité civile et politique d'urgence (ville de Nice, CG Bouches-du-Rhône (à confirmer)), jeunesse (La Rochelle, CG Seine-Saint-Denis (à confirmer)), atelier culture (Toulouse, CG Seine-Saint-Denis (à confirmer)), atelier dialogue par le sport.

Les collectivités intéressées pour organiser et/ou participer aux tables rondes et aux ateliers sont invitées à se manifester auprès de Simoné Giovetti, chargé de mission Palestine.

## ACTUALITÉ ISRAËL

**Netanyahou refuse les « lignes indéfendables » de 1967**

Devant le Congrès qui l'a acclamé, Benyamin Netanyahou a réaffirmé pour l'essentiel la position traditionnelle d'Israël, tout en se disant prêt, pour obtenir une paix « véritable » et « historique » avec les Palestiniens, à « abandonner des parties de la terre juive ancestrale ». Il a toutefois réaffirmé que le problème des réfugiés palestiniens de la guerre de 1948 devait être résolu hors des frontières d'Israël, que Jérusalem resterait pour toujours « la capitale unifiée » de l'Etat juif et que celui-ci ne reviendrait pas aux « frontières indéfendables » d'avant la guerre de 1967. Il a incité Mahmoud Abbas à « déchirer » l'accord de réconciliation conclu quelques semaines plus tôt au Caire avec le Hamas. Les commentateurs et observateurs palestiniens comme israéliens ne considèrent pas le discours de Netanyahou devant le Congrès comme susceptible de relancer le processus de paix, lequel a échoué fin septembre après avoir été relancé quelques semaines plus tôt sous l'égide de Barack Obama. (Source : Lexpress.fr 25/05/2011)

# Méditerranée

## LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

### Déplacement d'une délégation française à Beyrouth les 9, 10 et 11 juin 2011

Ce déplacement s'est enrichi de deux réunions de travail. La première s'est tenue le 9 juin, à l'Ambassade de France au Liban et la deuxième le 10 juin avec le Comité des maires libanais, à la municipalité de Zouk Mikael. Un compte-rendu de ces réunions sera bientôt communiqué sur le site de CUF.

### Liban : un nouveau gouvernement après cinq mois de tractations

Le lundi 13 juin, le Liban s'est doté d'un nouveau gouvernement composé principalement d'alliés du Hezbollah, cinq mois après l'arrivée au pouvoir du nouveau Premier ministre Nagib Mikati. Ce nouveau cabinet, boycotté par le courant du futur de l'ex-Premier ministre Saad Hariri, sonne la victoire politique du Premier ministre sunnite, accusé d'être à la botte du Hezbollah, dès sa nomination le 25 janvier. Lors de son allocution au Palais présidentiel de Baabda, Nagib Mikati a tenu à réaffirmer sa volonté de relancer un dialogue national constructif au Liban et invité l'opposition à considérer ce nouveau gouvernement comme celui de tous les Libanais. La majorité des portefeuilles (19 sur 30) reviennent aux alliés du Hezbollah, notamment le chrétien Michel Aoun et le chef du mouvement Amal et président du Parlement, Nabih Berri. (Source : L'Express)

## ACTUALITÉ TURQUIE

Président du groupe-pays : Philippe Madrelle, président du Conseil général de Gironde

### Élections législatives

Les élections législatives en Turquie ont confirmé un troisième mandat pour l'AKP au pouvoir depuis 2004 (326 sièges), mais sans lui conférer la majorité qualifiée qui lui aurait permis de modifier, seul, la Constitution. Les nationalistes du MHP restent au Parlement (13% des voix - 53 sièges), le CHP obtient 25,9% des suffrages - 135 sièges) et le parti pro-kurde BDP obtient 36 sièges en présentant des candidats indépendants (6, 58% de voix), dont un chrétien syriaque. Les deux grands sujets se sont ainsi invités à la campagne : la révision de la Constitution qui date de l'époque du coup d'Etat militaire de 1980 et la résolution de la question kurde. (Source : Reuters, turquieeuropenne.eu)

## PALESTINE

### Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

#### Report des élections municipales par l'Autorité palestinienne

L'Autorité palestinienne a annoncé ce mardi le report au 22 octobre des élections municipales prévues en juillet, afin de permettre l'organisation du scrutin dans la bande de Gaza.

Ce report était attendu depuis la conclusion d'un accord de réconciliation entre le Fatah et le Hamas, qui dirigent depuis 2007 deux administrations parallèles en Cisjordanie et dans l'enclave côtière. La dernière fois que les Palestiniens ont voté remonte à 2006, à l'occasion d'élections législatives remportées par le Hamas. Cette victoire a ouvert la voie à une rupture entre le mouvement islamiste et le Fatah et à l'établissement de leurs gouvernements rivaux.

Le scrutin du 22 octobre permettra de mesurer le degré de popularité de chacun des deux mouvements avant les élections législatives et présidentielles prévues par l'accord de réconciliation dans un délai d'un an. Nous nous félicitons de ce report qui permettra l'organisation d'élections locales sur l'ensemble des Territoires Palestiniens.

Dans ce nouveau contexte, le RCDP réfléchit d'ores et déjà à l'organisation, en synergie avec la Mission Palestine en France, d'une mission d'observation des élections municipales.

#### Discours de Barack Obama sur le Moyen-Orient

Lors du discours sur le Moyen-Orient prononcé le 19 mai au State Department, Barack Obama a réaffirmé la nécessité de trouver une solution de paix durable au conflit israélo-palestinien, qui passera par la création de « deux Etats pour deux peuples ». M. Obama a écarté une paix imposée, a pris ses distances par rapport au projet des Palestiniens d'obtenir la plus grande reconnaissance possible – et symbolique – de leur Etat aux Nations unies, en septembre, et a émis des doutes quant au rapprochement entre les deux grandes composantes palestiniennes, le Fatah et le Hamas. Rappelant la nécessité d'empêcher toute résurgence du terrorisme et d'assurer la sécurité aux frontières, il s'est avancé sur les contours d'une éventuelle Palestine en assurant qu'ils devraient découler « des lignes de 1967, avec des modifications agréées par les deux parties ».

À ce jour, plus de cent pays se sont engagés à reconnaître l'Etat palestinien lors de la prochaine Assemblée générale des Nations Unies le 13 septembre 2011.

## ACTUALITÉS PALESTINE

Pour l'instant, 110 pays ont reconnu la Palestine en tant qu'Etat.

#### Rencontre avec le commissaire général de l'UNRWA

Filippo Grandi, commissaire général de l'UNRWA (agence des Nations unies chargée des réfugiés palestiniens), s'est rendu à Cités Unies France mardi 8 juin pour échanger sur la situation des réfugiés palestiniens et du rôle de l'ONU avec Charles Josselin et Bertrand Gallet (respectivement président et directeur général de CUF) ainsi que Claude Nicolet (président du RCDP). Les partenariats entre les collectivités françaises et les camps de réfugiés palestiniens ont été évoqués.



# Méditerranée

## PALESTINE

### Comité de pilotage des Assises et conférence sur « La création d'un Etat palestinien et le rôle des collectivités territoriales »

La prochaine réunion pour l'organisation des Assises franco-palestiniennes aura lieu le 8 juillet au matin, lors du 2<sup>e</sup> Forum pour la Coopération Internationale des Collectivités, au Palais des Congrès de Paris. Le compte-rendu de la précédente réunion du RCDP est disponible sur le site Internet de Cités Unies France, ainsi que toutes les informations concernant le Forum, un événement majeur associant le MAEE, l'AFD, les grandes fédérations de pouvoirs locaux et les principales structures spécialisées travaillant avec les collectivités sur l'international.

Également dans le cadre du forum, la conférence intitulée « La création d'un Etat palestinien et le rôle des collectivités territoriales » se tiendra le 7 juillet, de 17h30 à 19h00. Elle réunira de nombreuses personnalités politiques et des experts de la question israélo-palestinienne.

### Coopération Ville de Belfort/Jérusalem-Est



En plus des échanges conduits à Hébron avec la Mairie d'Arcueil, la Ville de Belfort poursuit pour la deuxième année consécutive, des coopérations éducatives et culturelles à Jérusalem-Est en partenariat avec le Centre culturel français « Chateaubriand ».

Le premier volet du partenariat est un programme de cours de français et d'animations ludiques autour de cet apprentissage,

développé pendant les temps périscolaires à l'école de filles du camp de réfugiés de Shu'afat.

Le second volet consiste à faire participer des artistes locaux à des événements musicaux organisés dans les deux villes. Les 11, 12 et 13 juin 2011 se sont ainsi produits pendant le Festival international de musique universitaire de Belfort, 7 jeunes musiciens palestiniens du Conservatoire Edward Said de Jérusalem. Un rappeur belfortain, Pih-Poh, accompagné de 4 musiciens, animera la Fête de la musique du 21 au 25 juin à Jérusalem-Est et en Palestine.

#### *Pour plus d'informations :*

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

Linda Naili, chargée de mission (Algérie, Maroc)

Courriel : [l.naili@cites-unies-france.org](mailto:l.naili@cites-unies-france.org)

Hajer Skah, chargée de mission (Liban, Tunisie)

Courriel : [h.skah@cites-unies-france.org](mailto:h.skah@cites-unies-france.org)

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

## Activités du RCDP à Ramallah

- Les mairies d'Al Bireh et Gennevilliers ont bénéficié de la mise à disposition du service de conférence téléphonique par le RCDP, afin de coordonner les projets en cours et à venir (échanges de jeunes, cours de français, amélioration d'infrastructures publiques...).

- Une délégation de Montreuil, composée de quatre responsables dont le maire, Dominique Voynet, s'est rendue dans les territoires palestiniens, et a rencontré Khaled Qawassmi, le ministre des Collectivités locales, Issam Aqel, directeur exécutif de l'APLA (Association of Palestinian Local Authorities), et Ayman Jarrar, le directeur de PWA (Palestinian Water Authority). Ils ont également échangé avec le président et les élus du conseil municipal de Beit Sira des derniers avancements des projets en cours (la réhabilitation de l'école maternelle de Beit Sira, le projet de réhabilitation du réseau d'eau et celui de gestion des déchets).

- Suite aux visites des maires de Jéricho (9 décembre 2010) et de Be'er Sheva (9 février 2011), une délégation lyonnaise s'est rendue en Israël et à Jéricho du 9 au 15 mai, avec pour objectifs de participer aux cérémonies d'inauguration de la mise en lumière du palais Hicham et de rencontrer les partenaires de Jéricho et de Be'er Sheva. Des élus, des techniciens, des représentants d'associations et de partenaires sociaux, ainsi que des opérateurs privés ont pris part à cette mission.

- Dans le cadre de la coopération décentralisée entre les deux villes, le lycée Goussier de Rezé a établi un partenariat avec l'école des filles d'Abu Dis, en vue de mener un projet pédagogique sur le mur de séparation. D'autres projets d'échange, notamment un programme d'enseignement de français et d'arabe dans les deux écoles, sont à l'étude.

- La ville de Bezons a organisé un voyage de solidarité à West Bani Zaid du 18 au 25 juin pour 12 de ses concitoyens, en vue de développer un projet de tourisme solidaire. La mission était l'occasion d'aborder certains volets de coopération (échange sportif de jeunes, culture, formation et échange universitaire).

- En juin, cinq missions dans les territoires palestiniens ont eu lieu, avec le soutien logistique du RCDP : Bondy à Al Ram, Rezé à Abu Dis, Cergy à Saffa, Bezons à West Bani Zeid, et le Conseil général du Val-de-Marne à Jenine, Qalqilya et Toulkarem.



# Tourisme responsable

## ACTUALITÉS TOURISME

### Changement de présidence

Jean-Claude Mairal a décidé de céder sa place à la présidence du groupe thématique tourisme. Il sera remplacé par Maryvonne Blondin, sénatrice et conseillère générale du Finistère, que Cités Unies France félicite.

### Le Partenariat mondial pour le tourisme durable

Par sa participation aux deux dernières réunions du groupe de travail international sur le tourisme durable devenu Partenariat des Nations Unies pour le tourisme durable, Cités Unies France a été déclarée membre fondateur de cette jeune structure pilotée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement et actuellement présidée par la France. Ce réseau a vocation à réunir tous les acteurs privés ou publics, et à recenser les projets de tourisme durable pour les appuyer, prouver leur efficacité et les transposer.

Ce partenariat permettra de disposer d'une plateforme travaillant avec les Etats, échelon décideur en matière de tourisme, et de prouver dans ce contexte le rôle et la valeur ajoutée des collectivités territoriales dans le développement local par le tourisme.

### Conférence « Quelle mise en réseaux entre les différents acteurs du secteur du tourisme responsable dans la coopération décentralisée ? », au Forum le 8 juillet

À l'occasion de l'événement de Cités Unies France au Palais des Congrès de Paris, une conférence tourisme responsable a lieu le 8 juillet. Elle réunira divers partenaires du groupe tourisme (réseaux mondiaux, opérateurs privés) et expériences de la Plate-forme coopération et tourisme responsable, valorisant l'action des collectivités territoriales membres.

### L'OITS (Organisation internationale du tourisme social) sort un répertoire des collectivités actives et engagées dans le réseau

Le premier répertoire du réseau des autorités locales et régionales de l'OITS a été présenté lors de la réunion plénière du réseau organisée les 26 et 27 mai à Östersund, en Suède.

Par entités, politiques, programmes, actions en matière de tourisme social mais aussi partenariats internationaux, c'est un outil facilitant les partages d'expériences et la coopération entre les diverses régions.

(Source : bits-int.org/fr)

### Présidente du groupe thématique : Maryvonne Blondin, sénatrice, conseillère générale du Finistère déléguée à la coopération décentralisée et à la langue bretonne

### 2<sup>e</sup> atelier de travail du groupe tourisme de CGLU

Le 16 mai, à Nantes, s'ouvrait le second atelier du groupe de travail tourisme de CGLU, accueilli par la Région Pays de la Loire, vice-président du groupe. Cette journée introductive a permis de restituer les conclusions du premier atelier tenu à Mérida en novembre 2010, et de présenter le diagnostic du tourisme solidaire sur les 5 continents, projet collectif piloté par l'université d'Angers. Trois jours d'ateliers de terrain constituèrent le programme des délégations étrangères (Chili, Népal, Mali, France), venues découvrir et s'inspirer des initiatives prises en matière de tourisme responsable.

Les réunions de travail ont été l'occasion de poursuivre les décisions prises en novembre, par des actions définies collectivement. Pour encadrer au mieux ces projets, l'Etat du Yucatan a suggéré l'écriture d'une déclaration d'intention, signée a posteriori. Cela facilitera les sollicitations de partenaires comme les universités pour qu'elles contribuent à l'étude, officialisera les activités et engagera davantage de nouvelles collectivités territoriales.

### La Plate-forme coopération et tourisme responsable (PFCTR) structure la réflexion des collectivités sénégalaises engagées dans le tourisme au Sénégal



Cette réunion, qui a eu lieu le 29 mai, s'inscrivait dans la continuité du déjeuner organisé en mars en direction des collectivités investies sur le champ du tourisme au Sénégal. L'objectif du choix de territoires pilotes dans la PFCTR est d'identifier la complémentarité entre les expertises. Cela pourrait donner naissance à des partenariats

ou améliorer les projets existant, en facilitant la prise de décisions.

La forte mobilisation des collectivités sénégalaises (Région de Saint-Louis, Région de Kédougou, représentation de Tambacounda, Saint-Louis, Thiès, Matam, Parc du Djouj) et la diversité des acteurs (ONG, Agences Régionales de Développement, Offices du tourisme, Syndicats d'Initiatives, FNOTSI) ont permis des échanges de qualité autour des réseaux touristiques au Sénégal.

Il en ressort que le Sénégal est une destination fragile dont l'offre balnéaire et la promotion limitées sont des freins : les structures sont vieillissantes, les îlots touristiques mal reliés et les transports sont coûteux. Le problème central est l'écart entre l'action de promotion de l'Etat et la capacité des collectivités locales à se mobiliser. La plate-forme a acté la nécessité d'établir davantage le dialogue entre les acteurs et d'accompagner la diversification de l'offre. Le principe de concertation de la PFCTR se déclinera ainsi : mise en synergie des territoires (dépassant la logique de concurrence entre les régions notamment) et implication plus forte des collectivités, notamment rurales, où l'adhésion des populations est essentielle, le tout en accord avec les différents niveaux de décision. Pour faciliter la poursuite des débats, le site de la PFCTR sera un outil de base de ce groupe de réflexion et de mise en œuvre collective à l'échelle d'un territoire.

*Pour plus d'informations :*

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Courriel : [ac.gaudru@cites-unies-france.org](mailto:ac.gaudru@cites-unies-france.org)

# Thématiques

## JEUNESSE

**Présidente du groupe thématique : Hélène Vincent, adjointe au maire de Grenoble, en charge de la jeunesse**

### Festival international des enfants du monde de Gennevilliers

Du 9 au 17 juillet, en partenariat avec le Secours populaire et l'association Enjeu-Les Pionniers, la Ville de Gennevilliers organise la première édition du Festival international des enfants du monde. La ville accueillera des enfants venus des quatre coins de la planète (Palestine, Indonésie, Burkina Faso, Brésil, Inde) pour les réunir autour de projets portant sur des thèmes tels que la paix, le climat, le sous-développement, l'alimentation, la sécheresse ou les enfants des rues.

Dans le cadre de ce festival, Cités Unies France organise avec la Ville de Gennevilliers un atelier le 12 juillet à partir de 17h30, qui portera sur les apports de la coopération internationale, à la fois pour l'éducation citoyenne des jeunes et pour les acteurs de la jeunesse.

Pour plus d'informations : <http://www.ville-genevilliers.fr/enfance-et-petite-enfance/festival-international-de-l-enfance>

## EAU ET ASSAINISSEMENT

### Enquête à destination des élus locaux sur leur perception de la coopération internationale dans le domaine de l'eau

Afin de mobiliser davantage les acteurs de la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau effectuée, en ce moment, une enquête à destination des élus locaux sur leur perception de la coopération internationale dans le domaine de l'eau. Pour participer à l'enquête, contactez M. Fitte, [fitte@pseau.org](mailto:fitte@pseau.org).

## EDUCATION AU DEVELOPPEMENT

### Agence Française de Développement : événements en régions : « Objectif Développement : Nouveaux regards sur le Sud »



À l'occasion de son 70<sup>e</sup> anniversaire, l'AFD organise un grand dialogue citoyen pour sensibiliser tous les publics aux enjeux Nord-Sud. Cette rencontre s'appuie sur une exposition photo en association avec Magnum Photos, qui vise à susciter un nouveau regard sur les pays du Sud. À côté de cette exposition, des débats, des conférences citoyennes, des « cafés

du développement », des jeux-quizz et des micros trottoirs seront organisés à destination de tous les publics (scolaires, ONG locales, citoyens...). Pour connaître les dates et autres informations pratiques : <http://www.objectif-developpement.fr/> ou <http://www.afd.fr/jahia/Jahia/site/afd/evenements?cache=bypass&actuCtnId=58927>

*Pour plus d'informations :*

Linda Naili, chargée de mission (Jeunesse)

Courriel : [l.naili@cites-unies-france.org](mailto:l.naili@cites-unies-france.org)

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Eau)

Courriel : [s.schonfeld@cites-unies-france.org](mailto:s.schonfeld@cites-unies-france.org)

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : [c.borella@cites-unies-france.org](mailto:c.borella@cites-unies-france.org)

## INSTITUTIONS EUROPEENNES

### Les élus français à la rencontre des instances européennes

Les 9 et 10 juin derniers, une délégation de 12 élus de Cités Unies France, conduite par Pierre-André Périssol et Bertrand Gallet, s'est rendue à Bruxelles. L'objectif était d'apporter aux participants des éclaircissements sur la place des autorités locales dans la politique européenne de développement et de confirmer cette place auprès des instances européennes. La délégation a rencontré des hauts représentants du Parlement européen, de la Commission européenne, de la représentation permanente et du Comité des Régions. Elle a également suivi une formation portant sur l'approche par objectifs des projets de développement préconisée par l'Union.

Le vice-président de la Banque européenne d'investissement, Philippe de Fontaine Vive, et le directeur de l'unité développement social et humain de la Commission européenne, Aristotelis Bouratsis, ont participé à un dîner débat avec les élus. La Commission a affirmé son souhait d'augmenter le montant de l'enveloppe allouée aux collectivités et de séparer les lignes budgétaires entre autorités locales et ONG.

La Banque européenne d'investissement a affirmé son besoin urgent de développer un partenariat associant l'expertise des collectivités du Nord aux financements de la BEI et ce, plus particulièrement en faveur des pays du sud de la Méditerranée.

### Conférence finale du dialogue structuré, 17 - 19 mai à Budapest

Dans le cadre de la présidence honoraire, la conférence finale du dialogue structuré a eu lieu à Budapest du 17 au 19 mai dernier. Concluant 14 mois de discussion entre la Commission européenne, le Parlement européen, les Etats membres, la société civile et les autorités locales, cette conférence a été l'occasion pour les parties prenantes du dialogue d'échanger sur les conclusions. Platforma, à travers son secrétariat et des collectivités (régions, villes et associations de collectivités), y a représenté la voix de l'ensemble des collectivités territoriales européennes. Le document de conclusion et la déclaration finale sont téléchargeables sur le site de Cités Unies France à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1270>.





## Forum Plate-forme mondiale Genève : réunion de bilan le 9 juin 2011

Une vidéo a été réalisée afin de retranscrire l'événement du Forum de Genève auquel Cités Unies France a participé. Cette vidéo est disponible à l'adresse suivante : <http://www.hcfdc.org/videos/video.php?&d=tmp&v=isdv>

## Ministère des Affaires étrangères et européennes – Délégation à l'action extérieure des collectivités territoriales

### E-APD 2011 : Télédéclaration de l'Aide publique au développement des collectivités territoriales

Comme chaque année, dans le cadre de l'enquête menée par la Direction générale du Trésor et de la politique économique au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et par l'OCDE, il est demandé à toutes les collectivités territoriales de télédéclarer les données portant sur leurs versements au titre de l'Aide publique au développement (sur les montants de l'année calendaire 2010). La télédéclaration e-APD doit être remplie en ligne avant le 30 juin 2011 (site Internet de la DAECT).

### « PACT2 » - Programme d'appui à la coopération thématique des collectivités territoriales

La Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales a lancé un Programme d'appui à la coopération thématique des collectivités territoriales : PACT2. Ce nouveau programme est un instrument innovant de mobilisation de l'expertise des collectivités territoriales au service de l'influence de la France. Elaboré en concertation avec les ambassades de France et les associations nationales d'élus, ce nouveau programme permettra d'une part d'octroyer aux collectivités territoriales qui le souhaitent un label « expertise internationale » qui identifiera clairement leurs compétences et leurs savoir-faire. D'autre part, il permettra de financer la mise en œuvre de missions de coopération thématique soit sur initiative de la collectivité, soit sur demande du ministère. Enfin, PACT2 favorisera la recherche de synergies entre la coopération décentralisée et l'action bilatérale de la France.

Pour plus d'informations (descriptif du programme et brochure de présentation) : <http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?menuid=642&lv=2&aid=630>

## RISQUES MAJEURS – URGENCE

### Troisième Session de la Plate-forme Mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe : de nombreux élus locaux et régionaux présents, du 8 au 13 mai 2011

Cette Plate-forme Mondiale est organisée par la Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (United Nations International Strategy for Disaster Reduction ou UNISDR). Les précédentes éditions avaient été organisées en 2007 et 2009.

Cités Unies France, invitée en tant que réseau des collectivités territoriales engagées dans la coopération internationale, a fait partie de la délégation française invitée à la Plate-forme Mondiale.



Devant plus de 1 500 délégués représentant les autorités locales et régionales, les gouvernements centraux, les parlementaires et la société civile, le Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki-moon a ouvert la troisième Plate-forme Mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe. Il a appelé tous les partenaires à accentuer leurs efforts pour réduire la vulnérabilité

et demandé un renforcement des capacités locales et la mise en place d'une meilleure planification. Le Secrétaire Général a demandé aux Etats et aux gouvernements locaux et régionaux de travailler ensemble avec les autres partenaires pour réduire les risques de catastrophe. Dans sa conclusion, il a réitéré le rôle essentiel des acteurs locaux et notamment des collectivités locales.

La directrice adjointe de la Banque Mondiale, Mme Sri Mulyani Indrawati, a pour sa part souligné l'impact considérable des catastrophes sur les économies et notamment dans les pays en développement. À cet effet, la Banque Mondiale a mis en place un fonds pour aider à la reconstruction dans les pays en développement. Elle a souligné que les fonds alloués au développement baisseront légèrement au profit des fonds destinés à la reconstruction, et a recommandé que les politiques de réduction des risques soient intégrées aux stratégies de développement.

La réunion s'est déroulée en présence de nombreux maires, dont ceux de Dakar, de Nouakchott, de Mexico, de Beyrouth, de Saint-Louis du Sénégal, de Mumbai, de Venise, de Makati et de Saïda.

Khalida Sall, maire de Dakar et vice-président de CGLU, a pris part à une table ronde intitulée « Perspectives des Maires et des Parlementaires sur la législation et la Plate-forme française ». Il a rappelé l'engagement de CGLU sur ce thème depuis l'adoption d'une résolution en 2008 et aussi les actions concrètes menées sur le terrain comme les sessions de sensibilisation et de formation. Il a appelé à un véritable partenariat entre les gouvernements locaux et les parlementaires, entre ceux qui légifèrent et ceux qui agissent.

Marcel Ebrard, maire de Mexico, a quant à lui rappelé les risques liés aux changements climatiques et plaidé pour des investissements renforcés au profit des gouvernements locaux.



# Agenda de la coopération décentralisée

Forum pour la Coopération  
Internationale des Collectivités



2<sup>ème</sup> édition

7 & 8 juillet 2011 Paris Palais des Congrès

Partager et transmettre l'expertise française  
en matière de développement local

Deuxième édition du Forum de la coopération internationale des collectivités locales :  
7 et 8 juillet 2011 au Palais de Congrès de Paris

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Séminaire interterritorial du réseau Mosaïques d'Aires protégées	Ajaccio	29 juin - 1 <sup>er</sup> juillet	Nord-Pas-de-Calais / Rhône-Alpes / PACA / Corse
Deuxième réunion du comité de pilotage français des Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise	CUF	30 juin	Comité de pilotage
Colloque international: « La décentralisation et la démocratie locale en Tunisie : enjeux et perspectives » et table ronde sur « l'état des lieux et perspectives de la coopération décentralisée tuniso-française »	Hammamet	30 juin - 2 juillet	CFAD
Table ronde sur « le printemps arabe »	MAEE Paris	6 juillet	France Volontaires
Assemblée générale de l'AFCCRE	Paris	6 juillet	AFCCRE
3 <sup>e</sup> réunion du groupe-pays Inde	Palais des Congrès de Paris	7 juillet	CUF
Réunion du comité de pilotage des Assises de la coopération décentralisée franco-palestienne	Palais des Congrès de Paris	7 juillet	Comité de pilotage
Forum pour la coopération internationale des collectivités / Assemblée générale de Cités Unies France	Palais des Congrès de Paris	7 - 8 juillet	CUF / ICIC
Première réunion du groupe-pays Arménie	Palais des Congrès de Paris	8 juillet	CUF
Réunion de restitution et d'information Tunisie	Palais des Congrès de Paris	8 juillet	CUF
Réunion du groupe-pays Vietnam	Palais des Congrès de Paris	8 juillet	CUF



# Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Colloque sur « la régionalisation en Méditerranée »	Tanger	22 - 23 juillet	Région Tanger-Tétouan
Réunion du comité de pilotage des Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne	Paris	Septembre (date à préciser)	Comité de pilotage
Assises de la coopération décentralisée franco-libanaise	Beyrouth	Automne (date à préciser)	Ambassade de France au Liban
Atelier : « Quels outils pour accompagner les évolutions de la mobilité urbaine durable en Méditerranée ? »	Barcelone	17 - 20 octobre	AFD
Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne	Haïfa	25 - 28 octobre	CUF/ULAI
4 <sup>e</sup> Rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne	Fortaleza	16 - 18 novembre	SAF / CUF / MAEE / Ville de Fortaleza
Assises de la coopération décentralisée franco-malienne	Bamako	Décembre (date à préciser)	Association des Municipalités Maliennes
Première conférence des gouvernements locaux et régionaux des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud)	Pékin	11 décembre	SAF

# Publications

## Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2011)

### Ouvrages de la collection "groupe - pays" : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus "profils des régions tchèques")	2005
DPRU	Dossier pays Russie (à paraître)	2011
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2010!)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPJA	Dossier pays Japon (deuxième édition - avril 2010!)	2010
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPLI	Dossier pays Liban	2007
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPBR	Dossier pays Brésil (épuisé - nouvelle édition à paraître en 2011)	2006
DPHT	Dossier Pays Haïti (à paraître)	2011
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2011
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007
DPNG	Dossier Pays Niger (à paraître)	2011



# Publications

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 40 euros

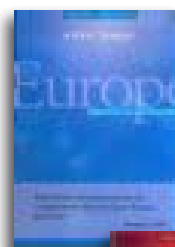
Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



Repertoires des partenariats de coopération décentralisée : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

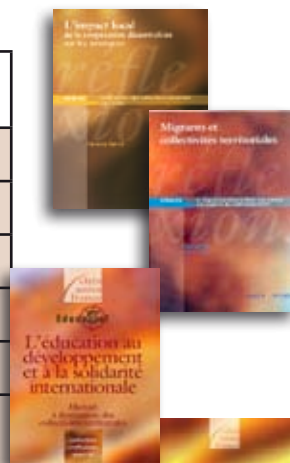
Référence	Ouvrage
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPCH	Répertoire des partenariats franco-chinois
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPEU-a	Répertoire des partenariats franco-américains (en anglais)
RPALC	Répertoire des partenariats France - Amérique Latine et Caraïbes
RPBE	Répertoire des partenariats franco-béninois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



# Publications

## Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro07	Migrants et collectivités territoriales	2008
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010



## Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REF01	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REF02	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REF03	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REF04	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010
REF05	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	2011



## Ouvrages hors collection

HCDD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HCPCD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€



AFPM	Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan)	2009	22€
------	--	------	-----

## Cahiers de la coopération décentralisée

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010 Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€	2009	30€
-------	---	------	-----









9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41  
Site Internet : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org) ■ Courriel : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)  
Pour s'abonner à la lettre : [e.seyoum@cites-unies-france.org](mailto:e.seyoum@cites-unies-france.org)